



Expertise France en **République de Guinée**



DR

+ de
90
salariés

+ de
20
projets en cours

+**75 MC**
de volume
d'activité

Deuxième pays d'intervention d'Expertise France dans le Golfe de Guinée, la Guinée est un partenaire de longue date. Avec la mise en place de la Direction pays, l'agence a consolidé des relations de travail et de confiance solides avec les institutions nationales, notamment dans les domaines de la santé et de la gouvernance économique et financière. Elle a également développé de nouveaux partenariats dans l'agriculture, la gouvernance publique (droits humains, fonction publique...), l'éducation, la formation professionnelle et la coopération culturelle. À ce jour, plus d'une vingtaine de projets nationaux et régionaux y sont mis en œuvre.

Les défis à relever

Au cours des deux dernières décennies, la République de Guinée a traversé plusieurs épisodes politiques, sociaux et sanitaires qui ont impacté son développement. Le pays achève une transition visant, en trois ans, à poser les bases de ses futures stratégies de développement, notamment autour du programme Simandou 2040. Ce processus doit permettre de réorganiser les institutions et de clarifier les priorités publiques.

Dans cette perspective, le gouvernement cherche à renforcer l'administration afin qu'elle réponde aux transformations en cours : croissance démographique, transition numérique, diversification économique et effets du changement climatique. Cette démarche intervient dans un contexte où les attentes en matière de service public, de planification et de gestion des ressources restent élevées.

Pour répondre à ces défis, la Guinée s'est dotée d'une Charte de la Transition et d'un Programme de Référence Intérimaire de la Transition (PRI). Outre le souhait de revenir à un ordre constitutionnel et d'organiser des élections libres, ces textes déclinent les axes prioritaires d'intervention du gouvernement, à savoir :

- **Un cadre macroéconomique et financier** devant assurer la continuité de l'État, garantir la qualité de la gestion publique et améliorer la gestion financière et le cadre macroéconomique. Les enjeux sont de préserver les grands équilibres financiers internes et externes de l'État, procéder à des allocations stratégiques des ressources budgétaires ou accroître l'efficacité de la dépense publique ;
- **Un cadre légal et une gouvernance** visant à assurer la continuité des services publics et améliorer leurs performances à tous les échelons de l'administration territoriale. Les enjeux sont de poursuivre la réforme et la modernisation de l'administration publique, d'assurer un bon fonctionnement de l'appareil judiciaire et de

promouvoir la moralisation de la vie publique à travers la lutte contre la corruption et le renforcement de la redevabilité ;

- **L'action sociale, l'emploi et l'employabilité** permettant la mise en œuvre d'une stratégie efficace de réduction de la pauvreté, l'élaboration et la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi, la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes, l'amélioration de l'accès à l'éducation de qualité, aux services de santé et aux autres services sociaux de base, la promotion de la culture et de la pratique du sport pour tous, le renforcement de la protection sociale ;
- **Les infrastructures, la connectivité et l'assainissement** devant mettre à niveau les infrastructures de transports, numériques et socio-économiques pour une amélioration de la mobilité des personnes et la circulation des biens et services, le renforcement de l'accès et l'accessibilité aux services sociaux de base, l'élaboration et la mise en place des politiques et stratégies environnementales et d'aménagement du territoire. •

Notre impact en 2024

70

structures impliquées dans la fourniture de services sociaux de base (santé et éducation)

+70 000

personnes sensibilisées à leurs droits dans le secteur de la santé

65

structures accompagnées dans la mobilisation des ressources intérieures

1000

personnels de structures bénéficiant d'un renforcement de compétences / connaissances sur la gouvernance démocratique, économique et financière ont vu leurs compétences renforcées

35

documents normatifs, opérationnels et/ou stratégiques sur la gouvernance démocratique, économique et financière, la santé et le développement humain dont l'élaboration et/ou la révision sont soutenus

+100 000

bénéficiaires soutenus dans une approche de réduction des inégalités de genre

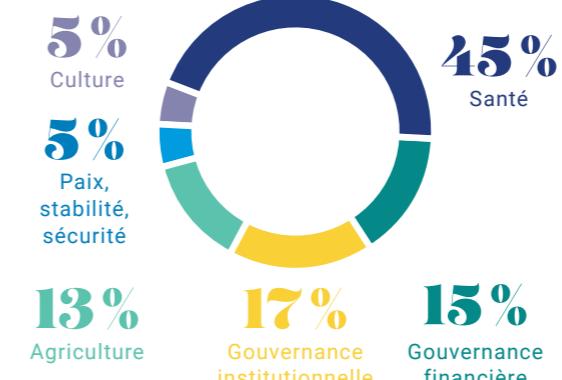
Notre métier



En Guinée Expertise France met en œuvre des projets pour un volume contractuel de 75 M€.

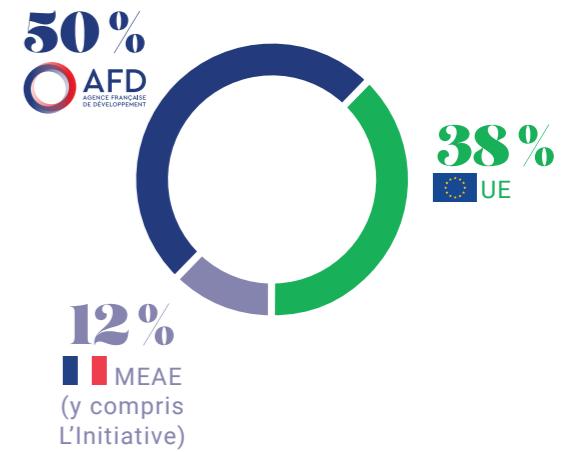
**Chiffre d'affaires prévisionnel
2025 en Guinée (y compris les projets régionaux)**

20 millions d'euros



Volume d'activité pluriannuel

75 millions d'euros



Nos outils



Conseil méthodologique et technique : diagnostics, recommandations, plans d'action...



Renforcement des capacités : formations, coaching, accompagnement du changement...

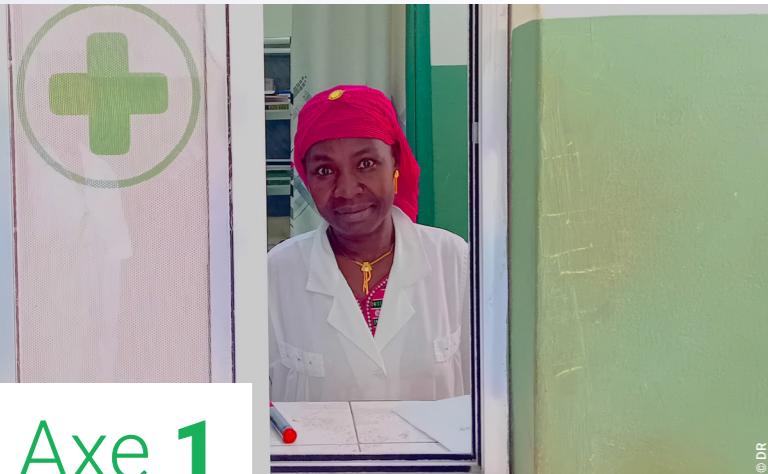


Mise en réseaux : échanges entre pairs, visites d'études, ateliers de concertation...



Fourniture de biens, services et travaux : rédaction de cahiers des charges, passation de marchés, coordination de travaux...

Les axes d'intervention d'Expertise France



Axe 1

REFORCER LES SYSTÈMES ET LES ACTEURS DE SANTÉ EN GUINÉE

Expertise France appuie le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) de Guinée depuis 10 ans. D'abord dans le cadre de la riposte aux épidémies Ebola et Covid-19, la coopération s'est étendue à d'autres enjeux du système de santé, en ligne avec le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS).

L'agence travaille au niveau central avec les directions du ministère et en région (Conakry, Basse Guinée, Haute-Guinée et Guinée forestière) pour accompagner la territorialisation de l'offre de soins afin d'améliorer la prise en charge des patients. L'implication des communautés est encouragée par les subventions accordées aux organisations de la société civile qui agissent dans le secteur de la santé.



FOCUS L'INITIATIVE

L'Initiative, facilité complémentaire du Fonds Mondial, soutient la Guinée depuis 2012 dans la lutte contre les pandémies. Un dispositif d'assistance technique planifié (DATP) de 6 experts est mis en place afin de renforcer les capacités des acteurs de la lutte contre la maladie à différents niveaux de la pyramide sanitaire. L'Initiative finance 6 projets long terme mis en œuvre par des organisations de la société civile telles que SOLTHIS et l'AGBEF.

Axe 2

MOBILISER LES RECETTES INTÉRIEURES DU PAYS ET RENFORCER L'EFFICACITÉ DES FINANCES PUBLIQUES

Expertise France soutient l'administration fiscale, les douanes et les corps de contrôle dans le cadre de projets financés par l'UE et l'AFD. Le but, d'une part, est d'améliorer la gestion des finances publiques, priorité des autorités guinéennes, afin de créer l'espace budgétaire nécessaire au financement de l'économie de base et des infrastructures sociales. D'autre part, de renforcer la capacité de l'État guinéen à élaborer des prévisions budgétaires fiables à travers son cadre macroéconomique et budgétaire, à mettre en œuvre une politique d'endettement basée sur une information détaillée, à suivre le fonctionnement des institutions publiques afin d'améliorer les performances et de limiter les risques financiers, et de finaliser de nouvelles règles régissant les partenariats public-privé.



Axe 3

FAVORISER L'ACCÈS À LA CULTURE ET L'INNOVATION ET SOUTENIR L'ÉDUCATION ET L'EMPLOYABILITÉ DE LA JEUNESSE

Pour valoriser le patrimoine guinéen et favoriser l'accès de la population et notamment des jeunes, à leur culture et l'innovation, l'agence appuie le ministère de la Culture et de l'Artisanat (MCA) dans une vaste stratégie comprenant la réhabilitation du Musée national de Guinée et la numérisation de ses collections.

Expertise France appuie les trois ministères sectoriels de l'éducation à travers un dispositif d'assistance technique (DAT) du Fonds commun de l'éducation mobilisé sur une stratégie d'alignement aux procédures guinéenne.

Enfin, l'agence a également soutenu l'employabilité des jeunes en accompagnant l'ASCAD, une institution publique civilo-militaire, qui offre aux jeunes la possibilité de s'engager dans le service civique et de suivre des formations courtes à fort potentiel d'employabilité.

Axe 5

PROMOUVOIR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE GRÂCE À UNE CONSOMMATION NATIONALE ACCRUE

Le Plan National de Développement Agricole (PNDA) fixe comme objectif d'accroître la contribution du secteur agricole à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la réduction de la pauvreté. Expertise France accompagne les ministères de l'agriculture et celui de l'élevage à développer une filière avicole performante pour améliorer la production et la consommation nationale avicole. L'amélioration des pratiques d'élevage est soutenue par l'organisation de formations pour les éleveurs, par l'accompagnement des filières villageoises et par l'installation d'un réseau de vétérinaires privés garantissant des conditions d'élevage sûres.



Axe 4

REFORCER LA GOUVERNANCE DES MIGRATIONS ET SOUTENIR LES CAPACITÉS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Dans un contexte d'émigration, en particulier des jeunes, l'agence appuie le pays pour renforcer la gouvernance démocratique, la protection des populations et la défense des droits humains et des migrants.

Le soutien apporté aux autorités et à la société civile porte sur le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles, l'application des lois, la protection des victimes de traite et coopération régionale.

Par ailleurs, l'agence renforce l'administration guinéenne, en faveur de l'amélioration de la qualité des services publics, en améliorant les compétences de ses agents publics femmes et hommes au travers de l'accompagnement de l'Institut National de Formation et Perfectionnement (INFP).



Les axes d'intervention d'Expertise France

Projets régionaux

UN ACCENT MIS SUR LA SÉCURITÉ ET LE CLIMAT

La Guinée est concernée par une quinzaine de projets régionaux mis en œuvre par Expertise France, portant notamment sur la sécurité maritime (GOGIN 2, EnMAR), la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (AML/CFT, FORCE), contre la cybercriminalité (OCWAR C), ou encore la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité (GCCA+AO, BIODEV, Adapt'action). Le projet EDIFIS est également intervenu pour renforcer les compétences des ministères des secteurs de l'éducation et de la santé pour promouvoir des actions sur le genre.

Ces projets ont permis des avancées notables sur chacun de ces sujets, avec quelques actions emblématiques telles que l'arraisonnement de navires pratiquant une activité de pêche illicite grâce à l'utilisation de la plateforme YARIS (GOGIN+) ou l'adoption d'une stratégie régionale climat par les États membres de la CEDEAO (GCCA+AO).



Témoignage

Marie-Madeleine CECE-GNEPOU

*Cheffe de la division des ressources humaines
du Ministère de la Santé et de l'Hygiène
publique*



Expertise France accompagne l'État guinéen pour renforcer les ressources humaines des ministères, à travers des projets dédiés ou des activités spécifiques intégrées aux interventions sectorielles. Cet appui vise à améliorer la planification, la gestion du personnel et à soutenir la formation continue des cadres comme c'est le cas avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. Les questions liées au genre et à l'équité sont systématiquement intégrées, afin de promouvoir une meilleure représentativité des femmes aux postes à responsabilité et de réduire les inégalités au sein de la fonction publique sanitaire.

EN QUOI LA FORMATION PROPOSÉE PAR LE PROJET D'APPUI AU PERFECTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PAPAP) A-T-IL PERMIS DE RENFORCER VOS CAPACITÉS À TITRE PERSONNEL ?

La formation de six semaines proposée par le projet PAPAP, en tant que cadre intermédiaire dans la fonction publique m'a permis de m'imprégner des thématiques abordées, notamment en matière de gestion publique, de prise en compte du genre, de pilotage administratif et de renforcement des compétences managériales. Ce positionnement m'a aussi offert une meilleure compréhension des mécanismes de modernisation de l'administration, que je mobilise aujourd'hui dans la conduite de ma mission.

Le PAPAP a constitué un levier important pour le renforcement des compétences des cadres. Cette approche structurée de formation continue représente un modèle pour d'autres secteurs de l'administration guinéenne.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX ACQUIS DE LA COLLABORATION ENTRE LE MSHP ET EXPERTISE FRANCE EN TERMES DE RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ?

La collaboration avec Expertise France a permis de structurer de manière progressive et cohérente l'appui au renforcement des ressources humaines dans le secteur de la santé en Guinée. Parmi les résultats majeurs, je retiens :

- Le soutien technique apporté à la division des ressources humaines à travers la mobilisation d'expertises nationales et internationales, en particulier dans le cadre du projet PASSGUI, financé par l'Union européenne.
- L'appui à la mise en œuvre du statut particulier des personnels de santé, contribuant à clarifier leurs droits et obligations, et à valoriser leurs fonctions dans le système de santé.
- Le renforcement du cadre de gouvernance des ressources humaines, avec un accompagnement dans la planification et la gestion du personnel.

Cette collaboration s'inscrit dans une logique de long terme, avec un effet structurant au bénéfice de l'ensemble du système sanitaire.

Parallèlement des actions de formations sont menées dans le cadre des projets mis en œuvre par Expertise France en appui au MSHP comme sur la prévention des risques infectieux, la médecine d'urgence, la sensibilisation des communautés sur les droits à la santé sexuelle et reproductive.

COMMENT LA QUESTION DU GENRE EST-ELLE PRISE EN COMPTE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU SEIN DU MINISTÈRE ?

• Au niveau central, le Service Genre et Équité a été renforcé pour coordonner l'intégration du genre dans les politiques RH. Le Plan National de Développement Sanitaire 2025-2034 intègre également des objectifs explicites en matière de réduction des inégalités de genre.

- Des actions de formation sont régulièrement conduites auprès des cadres, en lien avec les violences basées sur le genre, les droits humains et l'inclusion.
- Au niveau déconcentré, des efforts sont réalisés pour intégrer ces approches dans les pratiques quotidiennes de gestion du personnel, bien que les capacités varient selon les régions.

L'enjeu reste aujourd'hui de consolider cette dynamique en assurant une application homogène sur tout le territoire.

**« Le partenariat entre
le ministère et Expertise
France est un partenariat
fructueux »**

QUELLES ÉVOLUTIONS ONT ÉTÉ ENGAGÉES POUR AMÉLIORER LA PRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES FONCTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ?

La question de la représentation féminine reste un défi, mais des efforts sont engagés à plusieurs niveaux :

- Des objectifs de parité ont été intégrés dans les réformes sectorielles, notamment dans les plans d'action liés au PNDS.
- Des études, notamment appuyées par le PNUD, ont permis de disposer de données précises sur la présence des femmes dans la fonction publique sanitaire, avec des recommandations concrètes.
- Des formations ciblées ont été mises en œuvre pour encourager les femmes à intégrer les filières techniques, en particulier dans certains domaines comme la prévention et le contrôle des infections.

Malgré ces efforts, les écarts restent importants (les femmes représentent 24 % des agents de la fonction publique et moins de 16 % des postes de direction technique), en raison notamment du niveau d'instruction encore limité chez les femmes (taux d'alphabétisation de 50 % pour les femmes contre 77 % pour les hommes), qui freine leur accès aux postes de responsabilité. La division des Ressources Humaines œuvre à créer des conditions d'accès plus équitables et de progression dans la carrière.

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Pour un monde en commun.



© DR

Novembre 2025



Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées./ pefc-france.org

EXPERTISE FRANCE EN GUINÉE

Immeuble Expertise France,
face au Palm Camayenne
Camayenne corniche N,
Dixinn, Conakry

- ✉ expertisefrance.fr
- ☛ twitter.com/expertisefrance
- ☛ linkedin.com/company/expertise-france-golfe-de-guinee/
- ☛ <https://www.facebook.com/expertisefranceguinee>